

BUREAU METROPOLITAIN DU vendredi 11 mars 2022

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION		
<p style="text-align: center;">N° 2 2 / 1 5 2</p> <p style="text-align: center;">CONVENTION RELATIVE A LA PARTICIPATION FINANCIERE REGIONALE POUR L'UTILISATION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS METROPOLITAINS PAR DES LYCEES PUBLICS OU PRIVES SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION - ANNEE SCOLAIRE 2020/2021 - AUTORISATION DE SIGNATURE</p>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI,
M. Robert BENEVENTI,
M. Robert CAVANNA, M.
Yannick CHENEVARD,
M. Hubert FALCO, M.
Jean-Pierre GIRAN, M.
Arnaud LATIL, M. Jean-
Louis MASSON, M. Ange
MUSSO, M. Francis ROUX,
M. Hervé STASSINOS, M.
Gilles VINCENT

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M.
Jean-Pierre COLIN, M.
Christian SIMON, M. Jean-
Sébastien VIALATTE

DECISION METROPOLITAINE

N° 2 2 / 1 5 2

BUREAU DU 11 mars 2022

**OBJET : CONVENTION RELATIVE A LA PARTICIPATION
FINANCIERE REGIONALE POUR L'UTILISATION
D'EQUIPEMENTS SPORTIFS METROPOLITAINS PAR
DES LYCEES PUBLICS OU PRIVES SOUS CONTRAT
D'ASSOCIATION - ANNEE SCOLAIRE 2020/2021 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU METROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°02/12/37/196 du Conseil communautaire du 16 décembre 2002 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire du complexe sportif Léo Lagrange,

VU la délibération n°03/12/31/191 du Conseil communautaire du 15 décembre 2003 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire du Vélodrome,

VU la délibération n°08/12/36/242 du Conseil communautaire du 20 décembre 2008 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire de de la Base nature et sport du Vallon du Soleil,

VU la délibération n°09/07/7/112 du Conseil communautaire du 4 juillet 2009 portant reconnaissance de l'intérêt communautaire du complexe sportif de l'Estagnol,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le projet de convention annexé,

VU l'état financier des occupations 2020/2021

CONSIDERANT la fréquentation des équipements sportifs de la Métropole Toulon Provence Méditerranée par les lycéens,

CONSIDERANT que l'équipement et le fonctionnement des lycées et établissements publics locaux d'enseignement relèvent de la compétence de la Région,

CONSIDERANT qu'il revient à la Région de garantir à ces établissements l'accès aux installations et aux aires d'activités adaptées,

CONSIDERANT qu'il s'agit par cette convention de définir les modalités de calcul et de versement de la participation financière de la Région pour l'utilisation, par un ou plusieurs lycées publics et privés sous contrat d'association, des équipements sportifs de la Métropole qui ont lieu au cours de l'année scolaire 2020 – 2021,

CONSIDERANT que l'état financier tel qu'annexé permettra d'adresser à la Région le titre de recettes correspondant.

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention financière et les modalités de remboursement par la région des occupations des équipements sportifs de la Métropole au cours de l'année scolaire 2020/2021.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer ladite convention avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

ARTICLE 4

DE DIRE que les recettes seront imputées au budget principal 2022 et suivant.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

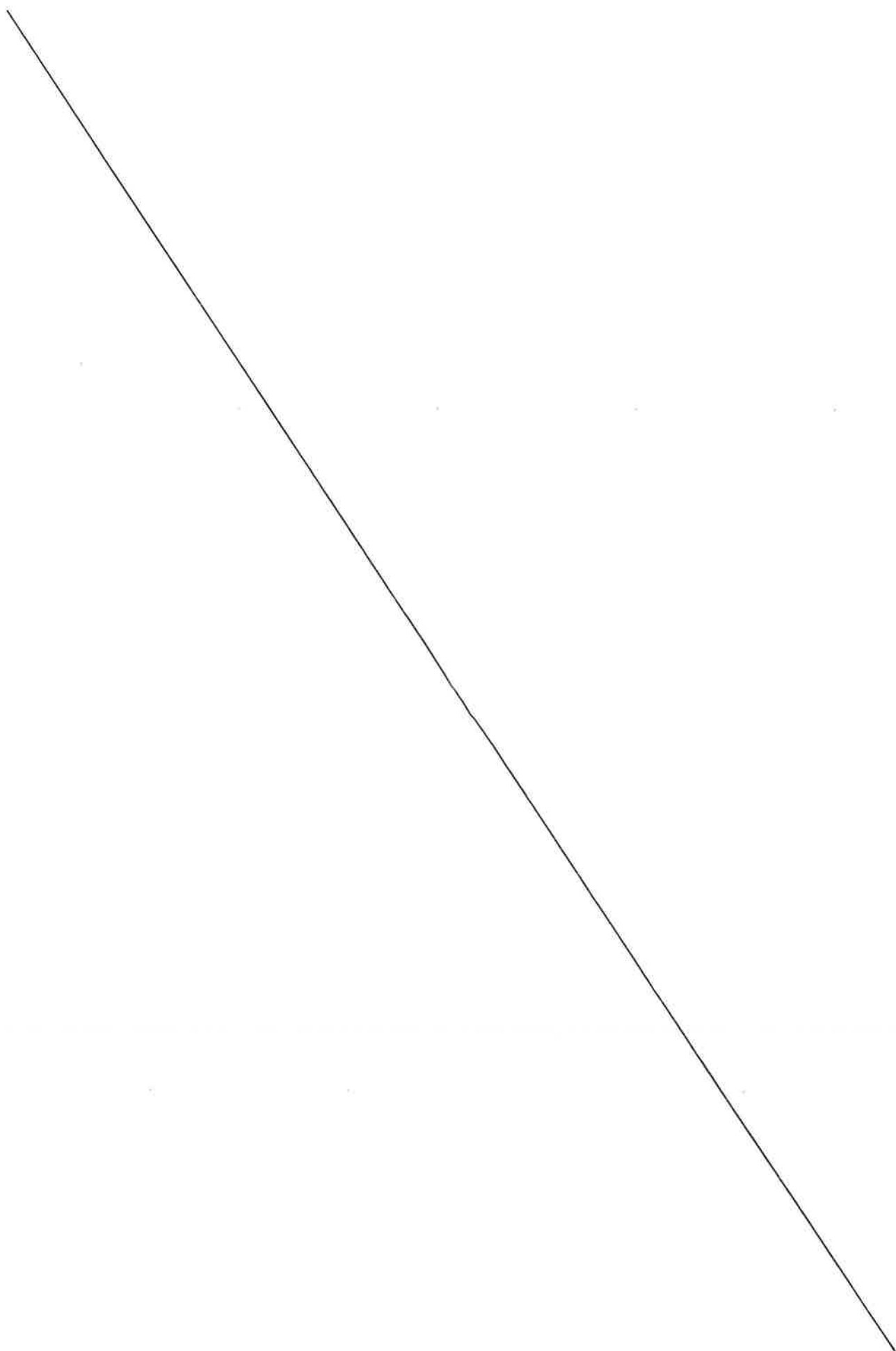
Fait à TOULON, le 11 mars 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR : 12
CONTRE : 0
ABSTENTION : 0



**Convention relative à la participation financière régionale
pour l'utilisation d'un ou plusieurs équipements sportifs municipaux ou
communautaires par un ou plusieurs lycées publics ou privés sous contrat
d'association**

Année scolaire 2020-2021

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée représentée par son Président,
Monsieur Hubert FALCO, dûment habilité à signer cette convention par la délibération
n° du bureau en date du

Ci-après désignée " Métropole Toulon Provence Méditerranée "

ET

La Région Provence Alpes Côte d'Azur, représentée par Monsieur Renaud MUSELIER,
Président du Conseil régional, dûment habilité à signer cette convention par la
délibération n° 21-563 de la Commission permanente du Conseil régional en date du
28/10/2021

Ci-après désignée "la Région"

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L1311-15 ;
- Vu le Code de l'éducation, notamment l'article L214-4 ;
- Vu la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000, notamment l'article 34 ;
- Vu les délibérations cadres n° 96-102 du 26 octobre 1996, n° 00-262 du 22 décembre 2000,
- Vu la délibération n° 04-78 du 22 octobre 2004 approuvant d'une part la conventions-type bipartite financière et d'autre part la convention-type tripartite relative aux modalités d'utilisation (entretien, sécurité, ...) des équipements sportifs communaux utilisés par les lycées ;
- Vu la délibération n°08-71 du 4 avril 2008 modifiant la convention-type financière votée le 22 octobre 2004 ;
- Vu la délibération n°15-297 du 24 avril 2015 du Conseil régional modifiant la convention-type financière approuvée le 4 avril 2008 ;
- Vu la délibération n°21-563 du 28/10/2021 de la Commission permanente du Conseil régional ;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

La construction, l'équipement et le fonctionnement des lycées et établissements publics locaux d'enseignement de même niveau relèvent de la compétence de la Région.

En matière d'enseignement de l'éducation physique et sportive, il revient donc à la Région de garantir à ces établissements l'accès à des installations et des aires d'activités adaptées.

A cet effet, dans un souci d'utilisation rationnelle de l'ensemble des équipements existants, le recours aux installations sportives de la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut être privilégié.

Dans ce cas, conformément à l'article L. 214-4 du Code de l'Education, des conventions sont passées entre l'établissement, la Région et la Métropole Toulon Provence Méditerranée propriétaire des équipements afin de permettre la réalisation des programmes d'éducation physique et sportive.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article L. 1311-15 du Code général des collectivités locales, l'utilisation des équipements sportifs de la Métropole Toulon Provence Méditerranée par un ou plusieurs lycées publics ou privés peut faire l'objet d'une participation financière de la Région, au bénéfice de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Article 1 - Objet

La présente convention définit les modalités de calcul et de versement de la participation financière de la Région pour l'utilisation, par un ou plusieurs lycées publics et privés sous contrat d'association, des équipements sportifs de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Article 2 – Modalité de calcul de la participation régionale

2.1 Le montant prévisionnel de la participation régionale est égal, pour chaque lycée concerné et par équipement, au nombre d'heures prévisionnelles d'utilisation multiplié par le barème horaire régional.

2.2 Heures prévisionnelles d'utilisation

Les heures prévisionnelles d'utilisation, par lycée et par équipement, sont transmises à la Région par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, au plus tard en début d'année scolaire.

Chaque planning doit être visé par le chef d'établissement concerné (proviseur ou directeur).

2.3 Barème horaire régional

Le barème horaire régional est égal au barème horaire adopté par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans la limite des plafonds suivants :

- 18,66 € par heure d'utilisation pour les stades et assimilés,
- 13,99 € par heure pour les gymnases et assimilés,
- 77,74 € par heure pour un bassin,
- 19,44 € par heure et par ligne d'eau.

Ce plafond correspond à une utilisation exclusive de l'équipement par un établissement. En cas de présence simultanée de plusieurs établissements utilisateurs, le barème appliqué par la Métropole Toulon Provence Méditerranée doit être révisé au prorata de l'occupation de l'équipement par chaque établissement.

Article 3 – Montant de la participation régionale

La liste des lycées concernés, les heures prévisionnelles d'utilisation des équipements pour l'année scolaire et le montant de la participation régionale prévisionnelle font l'objet de l'annexe à la présente convention.

Ce montant prévisionnel constitue un plafond, et ne pourra être révisé à la hausse, quel que soit le nombre d'heures effectivement réalisées par les établissements concernés.

Article 4 – Mandatement de la participation régionale

4.1 Aucun mandatement ne peut intervenir avant la signature de la présente convention, et sa transmission, par la Région.

4.2 La liquidation et le mandatement de la participation régionale interviennent à l'issue de l'année scolaire, sur présentation par la Métropole Toulon Provence Méditerranée :

- d'une demande de versement ou d'un titre de recettes pour les lycées publics concernés dont le montant est déterminé en tenant compte des heures effectives d'occupation dans les limites du dernier alinéa de l'article 3 de la présente convention,
- d'une demande de versement ou d'un titre de recettes pour les lycées privés concernés dont le montant est déterminé en tenant compte des heures effectives d'occupation dans les limites du dernier alinéa de l'article 3 de la présente convention.
- accompagnées, pour chaque établissement, d'un décompte détaillé des heures effectives d'utilisation par type d'équipement, visé par le chef d'établissement.

4.3 La Métropole Toulon Provence Méditerranée dispose d'un délai maximum de deux ans à compter du 1^{er} juillet de l'année considérée pour transmettre à la Région l'ensemble des justificatifs nécessaires au mandatement de la participation régionale. Passé ce délai, la convention prend fin et chacune des parties est déliée de ses obligations envers l'autre.

Article 5 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2020-2021.

Elle prend effet après la signature des parties.

Fait à Marseille, le

Le Président

Le Président du Conseil régional
Provence Alpes Côte d'Azur

M.

M. Renaud MUSELIER

**ANNEXE : UTILISATION DES EQUIPEMENTS
SPORTIFS COMMUNAUX PAR LES LYCEES
Métropole Toulon Provence Méditerranée**

ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

PLAFONDS REGION :

GYMNASE	13,99 €
STADE	18,66 €
PISCINE	77,74 €

19,44

		PREVISIONNEL			
TYPE	NOM LYCEE	NB HEURES PREVIS. GYMNAS E	NB HEURES PREVIS.S TADE	NB HEURES PREVIS.P ISCINE	MONTANT PREVISIONNEL
PUBLIC	Georges Cisson	0	633	0	11 811,78 €
PUBLIC	Parc St Jean	0	236	0	4 403,76 €
PUBLIC	Claret				- €
PUBLIC	Jean Aicard				- €
	Jean Aicard				- €
PUBLIC	Costebelle	0	4	0	74,64 €
PUBLIC	Rouvière	0	280	0	5 224,80 €
PUBLIC	Golf-Hôtel				- €
S/total					21 514,98 €
PUBLIC	Palais des Sports				- €
PUBLIC	Du Parc Saint-Jean	273	0	0	3 819,27 €
PUBLIC	Bonaparte	520	0	0	7 274,80 €
PUBLIC	Georges Cisson	424	0	0	5 931,76 €
PUBLIC	Rouvière				- €
PUBLIC	Claret	706	0	0	9 876,94 €
PUBLIC					- €
PUBLIC					- €
S/total					26 902,77 €
sous total public					48 417,75 €
PRIVE	FENELON	0	140	0	2 612,40 €
PRIVE	LA COLETTE	0	30	0	559,80 €
PRIVE	NOTRE-DAME	0	216	0	4 030,56 €
PRIVE	Marie-France	0	450	0	8 397,00 €
S/total					15 599,76 €
PRIVE	Palais des Sports				- €
	Fenelon				- €
	La Colette	40	0	0	559,60 €
	Marie France	369	0	0	5 162,31 €
PRIVE	Notre Dame				- €
S/total					5 721,91 €
sous total privé					21 321,67 €

Montant previsionnel 2020-2021

69 739,42 €

